



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

Aux adhérents de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, notamment s'agissant du correct rattachement à l'exercice des subventions et concours publics en considération des conventions conclues avec les financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport financier du Président ne nous ayant pas été communiqué, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

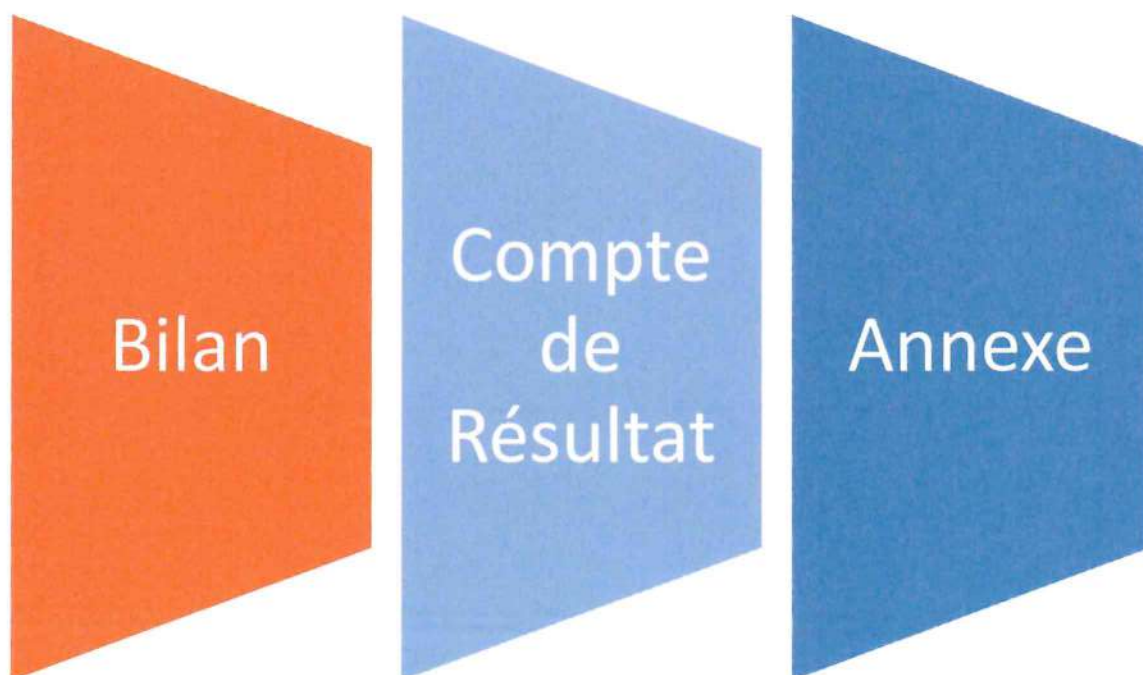
Fait à Bruges, le 17 mars 2025
Le Commissaire aux Comptes
SAGEC



Valérie GELINAUD
Commissaire aux comptes



Nicolas MALAUZAT
Commissaire aux comptes associé



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et de développement	420	420		
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	4 848	3 851	997	1 997
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	16 699	13 396	3 303	3 610
Immobilisations financières				
Participations	61		61	61
Autres immobilisations financières	685		685	685
Total I	22 713	17 666	5 046	6 353
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres créances	91 160		91 160	66 065
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	178 851		178 851	222 956
Total II	270 011		270 011	289 021
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	292 724	17 666	275 057	295 374
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	229	229
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	61 949	61 949
Report à nouveau	174 153	176 648
Excédent ou déficit de l'exercice	-6 532	-2 496
Situation nette (sous-total)	229 798	236 331
Subventions d'investissement	1 334	862
Total I	231 132	237 193
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 786	7 268
Dettes fiscales et sociales	37 139	50 913
Total IV	43 926	58 181
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	275 057	295 374

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	43 926
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
Cotisations	540	720
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	231 846	218 881
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	115 540	119 617
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		1 115
Autres produits	22	16
Total I	347 948	340 349
Autres achats et charges externes	40 565	47 481
Impôts, taxes et versements assimilés	4 895	2 541
Salaires et traitements	222 718	211 940
Charges sociales	84 835	80 260
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 047	3 268
Autres charges	14	135
Total II	356 074	345 625
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-8 127	-5 276
Autres intérêts et produits assimilés	97	84
Total III	97	84
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	97	84

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-8 030	-5 192
Sur opérations de gestion	1 394	1 908
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	440	789
Total V	1 834	2 697
Sur opérations de gestion	336	
Total VI	336	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 498	2 697
Total des produits (I+III+V)	349 878	343 130
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	356 410	345 625
EXCEDENT OU DEFICIT	-6 532	-2 496

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	49 505	47 196
Prestations en nature	30 000	25 000
Total	79 505	72 196
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	30 000	25 000
Personnel bénévole	49 505	47 196
Total	79 505	72 196

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : POINT RENCONTRE BORDEAUX METROPOLE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 275 057 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 6 532 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17/03/2025.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Conformément aux règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04, l'annexe mentionne l'objet social de l'association, la nature et le périmètre de ses activités ou missions sociales réalisées, ainsi que les moyens mis en oeuvre pour les atteindre.

A ce titre, l'objet social de l'Association de l'association POINT RENCONTRE a pour mission de favoriser le maintien de la relation enfant-parents ou tout autre personne, titulaire d'un droit de visite.

Pour mener à bien ses missions, les ressources de l'Association se composent des éléments suivants :

- Des revenus de toutes nature des biens lui appartenant ;
- Des souscriptions et dons manuels des amis de l'Association, en particulier de ses membres ;
- Des dons et legs dont l'acceptation aura été approuvée par les autorités de tutelle et de contrôle ;
- Des subventions versées, au titre de l'objet social de l'Association, par les autorités de tutelle et de contrôle et tout autre organisme autorisé.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation

Les règlements ANC 2018-06 et 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions suivantes :

- Code de commerce ;
- Règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- Dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06
- Dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2019-04
- Dispositions spécifiques applicables de l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	420			420
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 848			4 848
Immobilisations incorporelles	5 268			5 268
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	811			811
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 148	1 740		15 888
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	14 959	1 740		16 699
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	61			61
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	685			685
Immobilisations financières	746			746
ACTIF IMMOBILISE	20 973	1 740		22 713

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	420			420
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 851	1 000		3 851
Immobilisations incorporelles	3 271	1 000		4 271
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	454	270		725
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 894	1 777		12 671
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	11 349	2 047		13 396
ACTIF IMMOBILISE	14 619	3 047		17 666

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 91 845 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :	685		685
Autres	685		685
Créances de l'actif circulant :	91 160	91 160	
Autres	91 160	91 160	
Total	91 845	91 160	685

Produits à recevoir

	Montant
Produits a recevoir	91 160
Total	91 160

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	229				229
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	61 949	-2 496		-2 496	61 949
Report à Nouveau	176 648			2 496	174 153
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 496	2 496		6 532	-6 532
Situation nette	236 331			6 532	229 798
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	862		471		1 334
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	237 193		471	6 532	231 132

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Dettes**Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 43 926 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 786	6 786		
Dettes fiscales et sociales	37 139	37 139		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	43 926	43 926		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs Fact non parvenues	6 450
Dettes provisio. pour congés payés	3 768
Charges sociales sur congés payés	1 319
Etat - autres charges à payer	1 734
Total	13 270

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 300 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation				43 140	72 400	115 540
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement					440	440
						115 980

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 2 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				
Employés		2	2	2
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total		2	2	2

Contributions volontaires

La mise à disposition correspond au loyer du bouscat.

Le nombre d'heures bénévoles correspond à 1930 heures à 25.65 €.

	N	N-1
RESSOURCES		
BENEVOLAT	49 504,50	47 196,00
DONS EN NATURE	30 000,00	25 000,00
TOTAL	79 504,50	72 196,00
EMPLOIS		
MIS A DISPOSITION GRATUITE DES BIENS ET SERVICES	30 000,00	25 000,00
BENEVOLE	49 504,50	47 196,00
TOTAL	79 504,50	72 196,00